

Fédération Suisse de Rugby

AD EO/ AO DV 23.06.2018

Numéro 7 de l'ODJ : Changement des Statuts/
Punkt 7 der Traktandenliste:
Statutenänderungen



Point 7 ODJ : Changements des Statuts

Proposition I : Introduction d'un art. 2^{bis} dans les statuts de la FSR

Vorschlag I : Einführung eines Art. 2^{bis} in die Statuten der FSR

Le Comité Central propose l'introduction d'un article 2^{bis} (Ethique) dans les statuts de la FSR.

Der Zentralvorstand schlägt die Einführung eines Artikels 2^{bis} (Ethik) in den Statuten vor.

Article 2^{bis} Ethique

- 2^{bis} -1 La F.S.R. s'engage en faveur d'un sport sain, respectueux, loyal et prospère. Elle – de même que ses organes et ses membres – donne l'exemple du fair-play en respectant son vis-à-vis ainsi qu'en agissant et communiquant de façon transparente. La FSR reconnaît la « Charte d'éthique » du sport suisse et veille à son application et à son respect dans l'ensemble de la fédération.
- 2^{bis} -2 La F.S.R. respecte et vit les valeurs du rugby, établi par WORLD RUGBY.
- 2^{bis} -3 Le dopage est contraire aux principes fondamentaux du sport ainsi qu'à l'éthique médicale et comporte des risques pour la santé. Par conséquent, il est interdit. La F.S.R. et ses membres se soumettent au Statut concernant le dopage de Swiss Olympic (ci-après dénommé « Statut sur le dopage ») et à ses dispositions d'application. Peut être considérée comme relevant du dopage toute atteinte aux articles 2.1 à 2.10 du Statut sur le dopage.
- 2^{bis} -4 La Chambre disciplinaire pour les cas de dopage de Swiss Olympic (ci-après dénommée Chambre disciplinaire) est compétente en matière d'évaluation des atteintes aux dispositions anti-dopage applicables. Elle applique les procédures en vigueur et prononce les sanctions fixées par le Statut sur le dopage ou par le règlement de la fédération internationale compétente le cas échéant. Il est possible de déposer un recours contre des décisions de la Chambre disciplinaire auprès du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) sis à Lausanne, et ceci à l'exclusion des tribunaux civils.

Artikel 2^{bis} Ethik

- 2^{bis} -1 Der S.R.V. setzt sich für einen gesunden, respektvollen, fairen und erfolgreichen Sport ein. Er lebt diese Werte des Fair-Play vor, indem er - sowie seine Organe und Mitglieder - dem Gegenüber mit Respekt begegnet, transparent handelt und kommuniziert. Der S.R.V. anerkennt die aktuelle «Ethik-Charta» des Schweizer Sports und verbreitet deren Prinzipien in seinen Mitgliedervereinen.
- 2^{bis} -2 Der S.R.V. respektiert und lebt die Werte des Rugby, welche durch WORLD RUGBY erstellt wurden.
- 2^{bis} -3 Doping widerspricht den fundamentalen Prinzipien des Sports sowie der medizinischen Ethik und stellt ein Gesundheitsrisiko dar. Aus diesen Gründen ist es verboten. Der S.R.V. und seine Mitglieder unterstehen dem Doping-Statut von Swiss Olympic (nachfolgend: Doping-Statut) und dessen Ausführungsbestimmungen. Als Doping gilt jede Verletzung der Artikel 2.1 – 2.10 des Doping-Statuts.



2^{bis}-4 Für die Beurteilung von Verstössen gegen die anwendbaren Anti-Doping-Bestimmungen ist die Disziplinarkammer für Dopingfälle von Swiss Olympic (nachfolgend Disziplinarkammer) zuständig. Diese wendet ihre Verfahrensvorschriften an und spricht die im Doping-Statut bzw. im Reglement des allenfalls zuständigen Internationalen Verbandes festgelegten Sanktionen aus. Gegen die Entscheide der Disziplinarkammer kann unter Ausschluss der staatlichen Gerichte an das Tribunal Arbitral du Sport (TAS) in Lausanne rekuriert werden.

Motivation/ Begründung

En connexe avec l'introduction du Code de Conduite est l'introduction d'un article dans les statuts concernant l'éthique : dans les statuts de la Fédération doit être une indication sur la Charte d'éthique de Swiss Olympic. L'art. 2^{bis} proposé s'oriente de l'article-modèle relatif de Swiss Olympic.

Mit der Einführung der Code of Conducts verbunden ist die Einführung eines Ethik-Statuts in den Verbandsstatuten : in den Verbandsstatuten muss ein Hinweis auf die aktuelle Ethik-Charta von Swiss Olympic aufgenommen werden. Der vorgeschlagene Artikel 2^{bis} richtet sich dabei am entsprechenden Muster-Artikel von Swiss Olympic aus.

Selon l'art. 17-3 est exigée la majorité des $\frac{3}{4}$ pour l'acceptation de l'article.

Gemäss Art. 17-3 der Statuten ist eine $\frac{3}{4}$ Mehrheit erforderlich zur Annahme des Artikels.

Proposition 2 : Introduction d'un art. 4^{bis} dans les statuts de la FSR

Vorschlag 2 : Einführung eines Art. 4^{bis} in die Statuten der FSR

Le Comité Central propose l'introduction d'un article 4^{bis} (Responsabilité) dans les statuts de la FSR.

Der Zentralvorstand schlägt die Einführung eines Artikels 4^{bis} (Haftung) in den Statuten vor.

Article 4^{bis} Responsabilité

4^{bis}-1 La F.S.R. est responsable avec ses propres capitaux uniquement.

4^{bis}-2 La F.S.R. n'est pas responsable pour les accidents, les dégâts et les demandes de responsabilités civile qui résultent des activités et prestations de la F.S.R. ou de ces membres ou de tiers. Ceux-ci doivent conclure les assurances nécessaires.

Artikel 4^{bis} Haftung

4^{bis}-1 Der S.R.V. haftet nur mit dem eigenen Vermögen.

4^{bis}-2 Der S.R.V. haftet nicht für Unfälle, Sachschäden und Haftpflichtansprüche, die im Zusammenhang mit der Benutzung von Dienstleistungen und der Teilnahme an Aktivitäten des S.R.V. durch die Mitglieder oder Dritte entstehen. Diese haben sich entsprechend selber zu versichern.



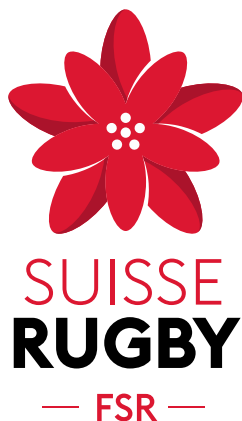
Motivation/ Begründung

Avec la modification du 17.12.2004 (en vigueur depuis le 1^{er} juin 2005 a été introduit dans le CC un nouveau art. 75a. Il a la teneur suivante : « Sauf disposition contraire des statuts, l'association répond seule de ses dettes, qui sont garanties par sa fortune sociale. » Il est généralement recommandé de régler la responsabilité de l'association dans les statuts de l'association comme proposé dans un nouveau l'art. 4^{bis}.

Mit der Änderung vom 17.12.2004 (in Kraft getreten seit 1. Juni 2005 wurde ein neuer Art. 75a ins ZGB eingefügt. Er lautet wie folgt: «Für die Verbindlichkeiten des Vereins haftet das Vereinsvermögen. Es haftet ausschliesslich, sofern die Statuten nichts anderes bestimmen.» Es wird allgemein empfohlen, die Haftung des Vereins wie im neu einzuführenden Art. 4^{bis} in den Vereinsstatuten zu regeln.

Selon l'art. 17-3 est exigée la majorité des $\frac{3}{4}$ pour l'acceptation de l'article.

Gemäss Art. 17-3 der Statuten ist eine $\frac{3}{4}$ Mehrheit erforderlich zur Annahme des Artikels.



FÉDÉRATION SUISSE DE RUGBY

STATUTS

IOI/ Version 2.0

Poste édictant

AD

Entité responsable

CEO

Auteur

Contact

CEO

Emission originale

Dernière révision

23.06.2018

Approbation AD

23.06.2018

Entrée en vigueur

23.06.2018

Remplace

Toutes les précédentes

Langue originale

Français

Résumé

Objet et but

Modifications

Les modifications du 23.06.2018 touchent en particulier :

- Introduction de l'art. 2^{bis} (Éthique)
- Introduction de l'art. 4^{bis} (Responsabilité)

Fédération Suisse de Rugby - Schweizerischer Rugby Verband - Swiss Rugby Union

c/o Millionsports GmbH – Buckhauserstrasse 1

CH-8048 Zurich

T +41 21 588 00 21

fsr@suisserrugby.com

www.suisserrugby.com

Table des matières

| | |
|-------------------------------------|----|
| Dispositions générales _____ | 3 |
| Organisation _____ | 6 |
| Assemblée des Déléguées _____ | 11 |
| Le Comité Central _____ | 14 |
| Administration et Commissions _____ | 17 |
| Dispositions finales _____ | 21 |

Chapitre I

Dispositions générales

Article 1

- I-1 La Fédération Suisse de Rugby (désignée ci-après F.S.R.) est une association au sens des articles 60 et suivants du Code Civil Suisse.
- I-2 Le siège de la F.S.R. doit être en Suisse.
- I-3 Elle est neutre en matière de politique et de religion.
- I-4 La F.S.R. est membre de WORLD RUGBY et de RUGBY EUROPE qui sont ses organismes faïtiers.

Article 2

La F.S.R. a pour but de développer, de réglementer et de diriger le Rugby en Suisse, ainsi que d'en défendre les intérêts.

Pour se faire la F.S.R. peut:

- Déléguer des compétences d'organisation à des Associations Régionales.
- S'affilier à des Organisations sportives nationales et internationales.
- Organiser tous matchs internationaux, nationaux en collaboration avec les instances internationales.
- Organiser tout stage de préparation et/ou conférence, pour promouvoir le Rugby en Suisse.

La F.S.R doit:

- Organiser l'Assemblée des Délégués.
- Faire voter tout changement de Statuts et de Règlements.
- Publier par un moyen médiatique les informations relatives à la vie de la F.S.R.
- Contrôler la qualité de l'enseignement du Rugby et du respect de ses règles.
- Assister les membres en difficulté.

Article 2^{bis} Éthique

2^{bis} -1 La F.S.R. s'engage en faveur d'un sport sain, respectueux, loyal et prospère. Elle – de même que ses organes et ses membres – donne l'exemple du fair-play en respectant son vis-à-vis ainsi qu'en agissant et communiquant de façon transparente. La FSR reconnaît la « Charte d'éthique » du sport suisse et veille à son application et à son respect dans l'ensemble de la fédération.

2^{bis} -2 La F.S.R. respecte et vit les valeurs du rugby, établi par WORLD RUGBY.

2^{bis} -3 Le dopage est contraire aux principes fondamentaux du sport ainsi qu'à l'éthique médicale et comporte des risques pour la santé. Par conséquent, il est interdit. La F.S.R. et ses membres se soumettent au Statut concernant le dopage de Swiss Olympic (ci-après dénommé « Statut sur le dopage ») et à ses dispositions d'application. Peut être considérée comme relevant du dopage toute atteinte aux articles 2.1 à 2.10 du Statut sur le dopage.

2^{bis} -4 La Chambre disciplinaire pour les cas de dopage de Swiss Olympic (ci-après dénommée Chambre disciplinaire) est compétente en matière d'évaluation des atteintes aux dispositions anti-dopage applicables. Elle applique les procédures en vigueur et prononce les sanctions fixées par le Statut sur le dopage ou par le règlement de la fédération internationale compétente le cas échéant. Il est possible de déposer un recours contre des décisions de la Chambre disciplinaire auprès du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) sis à Lausanne, et ceci à l'exclusion des tribunaux civils.

Article 3

3-1 Les statuts de la F.S.R. sont conformes aux normes des instances faïtières internationales. (WORLD RUGBY / RUGBY EUROPE)

3-2 Tout membre de la F.S.R. doit s'y conformer en tout temps.

3-3 Les Statuts des Clubs et Associations doivent être conformes aux Statuts de la F.S.R. (Cf. art. 3-1)

3-4 Les membres de la F.S.R. s'engagent à ne conclure des relations sportives qu'avec des organisations préalablement agréées par la F.S.R.

Article 4

4-1 La F.S.R. tranche tout différent quant à la qualité de membre de la F.S.R. ou dans l'application des droits et devoirs découlant des Statuts et des Règlements.

La F.S.R. par l'Assemblée des Délégués (désignés ci-après A.D.) et la nomination du Comité Central(désigné ci-après C.C.) délègue cette compétence au C.C. .

4-2 Le C.C peut prendre toute décision tant vis à vis des Associations, Clubs, joueurs, dirigeants, entraîneurs ou responsables de Clubs.

4-3 Un recours contre une décision du C.C. peut être envisagé selon la même procédure que le recours à une décision disciplinaire (Cf. Règlement des compétitions)

4-4 En cas de contestation majeure, l'autorité suprême sera l'A.D. .

4-5 L'article 75 du Code Civil Suisse reste réservé.

Article 4^{bis} Responsabilité

4^{bis}-1 La F.S.R. est responsable avec ses propres capitaux uniquement.

4^{bis}-2 La F.S.R. n'est pas responsable pour les accidents, les dégâts et les demandes de responsabilités civile qui résultent des activités et prestations de la F.S.R. ou de ces membres ou de tiers. Ceux-ci doivent conclure les assurances nécessaires.

Chapitre 2

Organisation

Article 5

L'A.D. délègue au C.C. l'organisation de la F.S.R.

Le C.C édicte les procédures de fonctionnement des différentes Commissions et les Règlements.

Article 6

- 6-1 Est membre de la F.S.R. toute Association, tout Club, ayant son siège en Suisse et admis par l'A.D..
- 6-2 Des exceptions peuvent être envisagées pour des Clubs frontaliers sous réserve de l'approbation de L'Assemblée des Délégués.(Cf. art 8-l)
- 6-3 Une copie des Statuts des Associations et des Clubs doit être déposée au Secrétariat de la F.S.R.
- 6-4 Les Associations et les Clubs font parvenir à la F.S.R. une copie du Procès – Verbal de leur Assemblée Générale respective, dûment signée par le Président de séance.
- 6-5 Les Associations Régionales sont au nombre de 4 (Cf. art 19 ter du Règlement)

Article 7

- 7-1 Les demandes d'affiliation doivent être présentées au Secrétariat de la F.S.R. et sont communiquées dans l'organe officiel après approbation par le Comité Central.
- 7-2 Tout Club demandant son affiliation doit fournir une attestation officielle qu'il dispose d'un terrain. Ce terrain devra être homologué par la F.S.R.

- 7-3 L'A.D. décide souverainement de l'affiliation d'un Club ou d'une Association, le Secrétariat tenant à disposition pour consultation par les membres de la F.S.R., une copie des Statuts de l'Association ou du Club.
- 7-4 Tout membre de la F.S.R. peut s'opposer, au plus tard, un mois avant l'Assemblée des Délégués, à l'inscription d'un nouveau membre.
- Cette opposition sera faite par écrit avec une indication précise des motifs de cette démarche au Secrétariat de la F.S.R.
- Le C.C. pourra présenter une recommandation à l'Assemblée Générale des Délégués.
- 7-5 Le Secrétariat de la F.S.R. communiquera la décision de l'A.D. dans la semaine qui suivra la dite Assemblée.
- 7-6 La dénomination d'un nouveau Club ne peut prêter à confusion avec un Club existant.
- Le C.C. tranchera en cas de litige. Le changement de nom ou de dénomination d'un Club existant est soumis à la même règle.

Article 8

- 8-1 Les Associations et les Clubs sont tenus de donner suite aux convocations de la F.S.R. et de son C.C..
- 8-2 Les joueurs et dirigeants convoqués par les organes de la F.S.R. sont tenus de répondre à ces convocations sous peine de sanctions.
- 8-3 Pour représenter valablement un Club ou une Association, un dirigeant doit être muni d'une licence de dirigeant. En cas de non disponibilité, une lettre du Président du Club/Association devra confirmer que la personne déléguée est licenciée auprès de la FSR et peut représenter son Club/Association.
- 8-4 Toute licence est nominative et incessible. Elle doit être renouvelée chaque saison.
- 8-5 Les membres du C.C. doivent avoir une licence fédérale de dirigeant.

Article 9

La qualité de membre prend fin par:

- démission.
- dissolution de l'Association ou du Club.
- l'exclusion.

Article 10

L'A.D. peut exclure un membre de la F.S.R. dans les cas suivants:

- Transgression de prescriptions ou de décisions obligatoires.
- Infractions graves à la déontologie et aux règles sportives.

- L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée qu'à la majorité des $\frac{3}{4}$ des voix de l'A.D..

- L'exclusion d'un membre ne peut se faire que sur demande écrite, adressée au C.C., de manière documentée et circonstanciée. Le C.C. communiquera ces informations à tous les membres au moins un mois avant l'A.D..

- Seule l'A.D. est souveraine en la matière.

Article 11

11-1 Les Organes de la de la F.S.R. sont :

- L'Assemblée des Délégués. (A.D.)
- Le Comité Central (C.C.)
- Les Commissions.

Le C.C. peut se réunir en C.C. restreint. (cf. Art 20 des présents statuts)

11-2 Tous les organes de la F.S.R. sont tenus d'établir un rapport annuel résumant leurs activités. Ces rapports doivent être présentés et approuvés par l'A.D.

Les rapports doivent être envoyés un mois avant l'A.D. à tous les membres.

Article 12

- 12-1 L'A.D. se compose d'un délégué par Club ou Association.
- 12-2 Chaque Club et Association a droit à une voix.
- 12-3 Les Clubs qui ne sont pas à jour financièrement avec la F.S.R. ne peuvent pas prendre part aux délibérations et aux votes.
- 12-4 Le délégué de chaque Club ou Association doit se conformer à l'Article 8-3 des présents statuts.

Article 13

- 13-1 Le C.C. convoque l'A.D. avec un préavis de 45 jours minimum.
La convocation se fait par les organes officiels de communication de la F.S.R.
- 13-2 Tout sujet devant être porté à l'ordre du jour de l'A.D. doit être communiqué 30 jours avant l'A.D. au C.C. de manière à le communiquer aux Associations et Clubs.
- 13-3 L'ordre du jour de l'A.D est communiqué 15 jours avant l'A,D,.
- 13-4 Une A.D. extraordinaire peut être convoquée par le C.C. 1/5 des membres peut demander au C.C. de convoquer une A.D. extraordinaire.
Le motif de la convocation doit être communiqué par écrit et transmis au moins 40 jours avant celle-ci au C.C. de manière à pouvoir respecter l'article 13-2.
- 13-5 En cas de problèmes spécifiques et extraordinaires, présentant un caractère d'urgence, le C.C. peut convoquer une assemblée générale extraordinaire par courriel dite «A.D. extr. électronique». L'urgence exprimée oblige l'A.D. ainsi convoquée, à répondre sous 48 heures après le lancement de la consultation, à charge du C.C. de publier les résultats dans l'organe officiel de la F.S.R., dans les 48 heures après délibération.

Article 14

- 14.1 L'A.D. est présidée par le Président de la F.S.R. ou en cas d'empêchement, par un des Vice-Présidents.
- 14.2 En cas d'empêchement majeur les Délégués doivent procéder à l'élection d'un Président de séance. Ce Président sera élu à la majorité de $\frac{3}{4}$ des voix.
- 14.3 Le Président n'a pas le droit de vote mais en cas d'égalité des voix, il départage le scrutin.

Chapitre 3

Assemblée des délégués

Article 15

15-1 L'Assemblée des Délégués est l'organe suprême de la Fédération.

Elle est compétente pour :

- approuver le procès-verbal de la dernière Assemblée;
- approuver les rapports annuels du C.C, des autres organes et Commissions, les comptes annuels de la Fédération et en donner décharge aux dirigeants responsables.

élire :

- le Président Central
- le Trésorier
- le (ou la) Secrétaire Général(e)
- les autres membres du C.C

- décider les modifications des statuts;
- décider des modifications de la répartition des classes de jeu;
- donner des instructions obligatoires aux membres et aux organes;
- l'admission définitive des membres;
- l'exclusion des membres;
- la nomination des membres d'honneur et des Présidents d'honneur;
- approuver les règlements administratifs des organes et des commissions internes;
- approuver le budget provisionnel de l'exercice suivant.

15-2 Les propositions pour les nominations selon le chiffre 15-1 ci-dessus doivent parvenir au C.C au plus tard 3 semaines avant l'Assemblée des Délégués.

15-3 Les membres du Comité Central sont élus par l'A.D pour une période de trois (3) ans.

- Chaque année, l'A.D repourvoit les postes des membres dont les mandats arrivent à échéance.

- En cas de démission d'un membre du C.C avant l'échéance de son mandat, son remplaçant sera élu par l'A.D pour la période du mandat de son prédécesseur restant à courir.

15-4 En cas de vacances, le C.C nomme, sur proposition du C.D, un membre ad-intérim jusqu'à la prochaine Assemblée des Délégués.

15-5 A moins que l'Assemblée des Délégués n'en décide autrement, l'entrée en vigueur des décisions est fixée au début de la saison suivante.

Article 16

16-1 Le français est la langue de référence pour la F.S.R., mais chaque délégué pourra s'exprimer dans une des quatre langues nationales ou l'anglais. Le Président de la séance veillera à la bonne compréhension et traduction de l'expression des intervenants.

16-2 Le P.V. est adressé dans les 30 jours à tous les membres, ce P.V. est rédigé en français mais si des membres l'exigent une traduction sera établie dans les langues nationales, le texte français faisant référence.

16-3 Les décisions sont publiées dans les 30 jours dans l'organe de communication officiel de la F.S.R.

Article 17

17-1 Toute Assemblée dûment convoquée (article 13 des présents statuts) peut valablement délibérer.

17-2 Les votes et élections se font à main levée sauf si la majorité des membres demandent un vote nominatif ou à bulletin secret.

17-3 La majorité des $\frac{3}{4}$ est exigée dans les cas suivants:

- modification des statuts.
- modification du mode de championnat.
- exclusion d'un membre.

- fusion ou dissolution de la F.S.R.

- Cf. article 17-5

17-4 Les autres décisions sont prises à la majorité.

17-5 Tout sujet ne figurant pas à l'ordre du jour ne pourra faire l'objet d'une décision sauf si l'A.D. le réclame à la majorité de $\frac{3}{4}$ des voix.

Chapitre 4

Le Comité Central

Article 18

18-1 Le CC se compose:

- Du Président.
- Des Vice-Présidents.
- Du Secrétaire.
- Du Trésorier.
- Des Présidents de Commissions.
- des Présidents des Associations Régionales.

18-2 Les Commissions sont :

- La Commission Technique.
- La Commission des Arbitres.
- La Commission de Discipline.
- La Commission de Recours.
- La Commission de Communication.

18-3 L'A.D. élit les membres du CC (Président, Vice-Présidents, Trésorier et Secrétaire).

Les membres du C.C. nomment les Présidents de Commissions.

Toute charge peut être cumulable sauf Président de la Commission de Discipline et Président de la Commission de Recours.

18-4 Le C.C doit être composé à majorité de citoyen suisse ou avec permis C.

Le Président de la F.S.R. est préférablement suisse.

18-5 Le C.C. est convoqué soit par le Président soit par un des Vice-Présidents.

18-6 Le C.C ne peut valablement délibérer et décider que si le quorum de 5 membres est réuni. Les décisions se prennent à la majorité. En cas d'égalité le président tranchera.

Article 19

- 19-1 Le C.C. dirige et organise la F.S.R.. Le C.C. rend compte à L'A.D.
- 19-2 Le C.C. délègue aux Commissions les tâches et prérogatives assignées à l'article 17-2 des présents Statuts.
Exception faite de la Commission des Arbitres. (Cf. Art. 22 des présents statuts).
- 19-3 Le C.C. peut déléguer certaines missions à des Commissions ad hoc, ce de manière temporaire, dans le cas où des compétences particulières seraient requises.
- 19-4 Le C.C. doit:
- entretenir et garantir les relations de la F.S.R. avec les instances du Rugby international.
 - approuver les statuts et les règlements des Associations et des Clubs.
 - établir le calendrier des compétitions.(championnats / coupes etc.)
 - établir le programme des équipes nationales seniors, féminines, juniors, cadets.
(en relation avec WORLD RUGBY et RUGBY EUROPE)
 - tenir les comptes de la F.S.R. et les présenter à l'A.D.
 - établir le budget de la F.S.R. et des équipes nationales.
 - assurer la pérennité financière de la F.S.R. par le biais des cotisations des membres mais aussi par la recherche d'autres sources financières (subventions WORLD RUGBY, RUGBY EUROPE, sponsoring et autres.)
 - examiner les problèmes financiers des clubs et tenter d'y trouver solution.
 - approuver les tournées, stages, rencontres amicales de tout membre de la F.S.R. en Suisse, comme à l'étranger.

Le C.C. ne pourra valablement refuser ceux-ci qu'en cas de force majeure (problème de calendrier par exemple) ou s'il y a conflit avec les besoins des équipes nationales.

- trancher dans le cas de conflit entre deux ou plusieurs membres.
- faire appliquer les règlements.
- tenir le secrétariat de la F.S.R..
- veiller à la bonne marche administrative de la F.S.R. (Assemblée/ Comités/ Commissions)
- éditer le cahier des charges des membres du C.C.,et des Commissions.

- 19-5 Le C.C. peut envisager toute démarche visant à développer le Rugby en Suisse, y compris prendre contact avec tout partenaire commercial.
- 19-6 Le C.C. engage la F.S.R. à l'égard de tiers par la signature collective à deux du Président ou d'un Vice-Président et d'un autre membre du C.C.

Article 20

- 20-1 Le C.C. peut se réunir en Comité Central restreint.
- 20-2 Le C.C. restreint est composé des membres dont les compétences et l'avis sont nécessaires pour une décision à caractère urgent. Ce Comité ne peut se tenir qu'avec le Président et/ou au moins deux Vice-Présidents. Ce comité fait parvenir le lendemain de sa réunion un P.V. aux membres du C.C. pour acceptation, la règle de l'art. 18-6 s'appliquent, les membres du C.C. ont 24 heures pour se prononcer.

Chapitre 5

Administration et Commissions

Les cahiers des charges du Secrétaire et du Trésorier sont annexés aux présents Statuts.

Les Commissions:

Article 21

COMMISSION TECHNIQUE

La C.T. est responsable de tout l'aspect technique de l'enseignement du Rugby en Suisse. La C.T. veille à la mise en place d'une structure cohérente et homogène qui harmonise le Rugby en Suisse depuis le niveau des Écoles de Rugby jusqu'à l'Équipe Nationale Senior.

La C.T. tient compte des dispositions internationales pour toutes les catégories de jeux. (cadets, juniors, , féminines, seniors).

La C.T. est dirigée par un Vice-Président élu par l'A.D.

21-1 La C.T. délègue à la C.T.E. l'organisation de l'enseignement du Rugby pour les catégories des enfants en encadrement scolaire en liaison avec les autorités Cantonales ou Fédérales (J&S, Départements Cantonaux, Fédéraux)

21-2 La C.T. est responsable des équipes nationales toutes catégories confondues.
Le C.C. peut déléguer cette compétence à un Vice-Président responsable du sport de haut niveau. Celui-ci rendra compte alors au Président et déchargera la C.T. de l'impératif compétition pour que celle-ci se consacre à l'enseignement et au contrôle de la formation.

21-3 Les entraîneurs des Équipes Nationales sont nommés par le C.C. pour les équipes Nationales suivantes: Seniors, Espoirs, Féminines
Les entraîneurs des équipes Juniors, Cadets, et autres, sont nommés par le C.C. sur recommandations de la C.T. et de la C.T.E.

21-4 La C.T. comme la C.T.E. fait rapport au C.C. et à l'A.D.

21-5 Les budgets de la C.T (C.T.E.) sont soumis au C.C. et à l'A.D.

21-6 Le budget des Équipes Nationales doit impérativement être approuvé en C.C. (équipes Nationales Seniors, Espoirs, Féminines, juniors, cadets.)

Article 22

COMMISSION DES ARBITRES.

Les Arbitres Officiels élisent leur Président, qui doit être Arbitre Officiel. Celui-ci est de droit membre du C.C. Il ne peut être Président d'une autre Commission.

La Commission des Arbitres a son propre règlement. (Cf. Annexes)

22-1 La Commission des Arbitres doit:

- établir un plan de formation des Arbitres.
- développer les vocations chez les jeunes Arbitres.
- maintenir la formation continue des Arbitres en exercice.
- organiser des stages de formation et de mise à niveau.
- doit définir son budget et organiser ses finances avec la trésorerie de la F.S.R.

22-2 La Commission des Arbitres procède à la désignation des Arbitres pour toutes les rencontres. Les Clubs ayant des Arbitres Officiels se verront accorder la priorité dans la désignation des Arbitres Officiels pour leurs rencontres.

22-3 La Commission désigne chaque saison un classement des Arbitres et désigne les Arbitres pouvant suivre les stages de RUGBY EUROPE en accord avec le C.C. de la F.S.R.

Article 23

COMMISSION DE DISCIPLINE. (C.D.)

Le C.C. nomme le Président de la C.D.

La C.D. se compose de trois membres et s'organise selon son règlement (Cf. Annexes)

- 23-1 La C.D. rend ses décisions sur la foi des rapports d'Arbitres.
- 23-2 La C.D. s'appuie sur le règlement de compétition et de jeu en vigueur pour le Rugby Suisse. Ces règlements sont adaptés au niveau de jeu du pays mais ne peuvent déroger aux règlements internationaux.(WORLD RUGBY, RUGBY EUROPE)
- 23-3 Les peines applicables sont prévues dans les règlements susmentionnés et peuvent aller de l'avertissement à la radiation à vie.
- 23-4 Toute décision de la C.D. peut faire l'objet d'un recours. (Cf. Commission de Recours Art. 23 des présents Statuts).
- 23-5 Les infractions aux Statuts relèvent du C.C. qui les présente à l'A.D. pour décision. (Cf. Chapitre 2 Art. 5 à 17).

Article 24

COMMISSION DE RECOURS

Le C.C. nomme le Président de la C.R. qui s'organise selon son règlement.

Le Président de cette Commission et ses membres doivent présenter des garanties d'indépendance et d'objectivité en occupant aucune autre fonction officielle au sein de la F.S.R. ou d'un de ses membres. (Clubs, Associations.)

- 24-1 Le délai de recours est de trois jours ouvrables. La validité d'un recours est conditionné par le versement d'un dépôt de CHF 100.- au Secrétariat de la FSR ou directement à la C.R. dans ce même délai. Le recours est soumis à la forme écrite et doit être adressé directement à la C.R.
- 24-2 Les procédures de recours doivent être scrupuleusement suivies.(Cf. règlements des compétitions)
- 24-3 La C.R. doit rendre ses jugements conformément aux dits règlements et à la procédure.

24-4 La C.R. peut demander une réunion des parties au Siège de la F.S.R. si elle désire un complément d'information pour pouvoir appliquer 23-3 dans un délai tel que le déroulement des compétitions ne soit ni retardé ni faussé.

Les parties en cause peuvent, elles aussi, demander cette réunion, par écrit au Président de la C.R., avec copie au secrétariat de la F.S.R. pour organisation (idem 24-4).

24-4 Le C.C. peut intervenir si l'indépendance de la C.R. ne semble plus garantie.

Article 25

COMMISSION DE COMMUNICATION

Le C.C. met en place une Commission de Communication avec un Président, si possible professionnel de la branche.

Le Président met en place la structure la plus adéquate de communication avec les médias en fonction des événements (Championnat, Coupe, Rencontres Internationales)

Le Président de cette Commission rend compte directement au C.C. et lui soumet un budget de dépenses et recettes.

Le Président de cette commission et collaboration avec le Secrétariat veille à la communication rapide des résultats au niveau national.

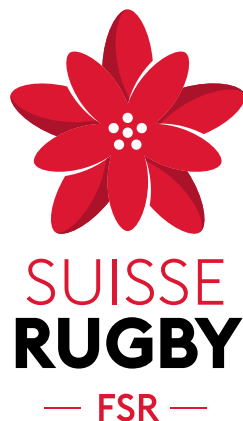
Chapitre 6

Dispositions finales

Article 26

En cas de divergence de texte dans les statuts, règlements ou directives, le texte français fait foi et est déterminant.

Les présents Statuts ont été approuvés à l'A.D. du 23 juin 2018.



FÉDÉRATION SUISSE DE RUGBY

STATUTEN

| | |
|---|--|
| IOI/ Version 2.0 | |
| Erlassende Stelle DV | Zusammenfassung Gegenstand und Zweck |
| Verantwortliche Direktion CEO | |
| Autor | |
| Kontakt CEO | |
| Ursprüngliche Ausgabe | |
| Letzte Überarbeitung 23.06.2018 | Änderungen Die Änderungen vom 23.06.2018 betreffen insbesondere: |
| Zustimmung DV 23.06.2018 | - Einführung des Art. 2 ^{bis} (Ethik) - Einführung des Art. 4 ^{bis} (Haftung) |
| In Kraft getreten 23.06.2018 | |
| Ersetzt Alle früheren Ausgaben | |
| Originalsprache Französisch | |

Fédération Suisse de Rugby - Schweizerischer Rugby Verband - Swiss Rugby Union

c/o Millionsports GmbH – Buckhauserstrasse 1

CH-8048 Zurich

T +41 21 588 00 21

fsr@suisserugby.com

www.suisserugby.com

Inhaltsverzeichnis

| | |
|-----------------------------|----|
| Allgemeine Bestimmungen | 3 |
| Organisation | 6 |
| Delegiertenversammlung | 11 |
| Zentralvorstand | 14 |
| Verwaltung und Kommissionen | 17 |
| Schlussbestimmungen | 21 |

Kapitel I

Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1

- I-1 Der Schweizerische Rugby Verband (in der folge S.R.V. genannt) ist ein Verein-im Sinne des Artikels 60 und ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs.
- I-2 Der Sitz des S.R.V. muss in der Schweiz liegen.
- I-3 Der Verband ist politisch und konfessionell neutral.
- I-4 Der S.R.V. ist Mitglied von WORLD RUGBY und RUGBY EUROPE, welche dessen Dachverbände sind.

Artikel 2

Ziel des S.R.V. ist es, Rugby in der Schweiz zu entwickeln, zu reglementieren und zu führen, sowie dessen Interessen zu verteidigen.

Um dies wahrzunehmen, kann der S.R.V.:

- Organisatorische Kompetenzen an regionale Verbände delegieren.
- Mitgliedschaften mit nationalen und internationalen Sportorganisationen eingehen.
- Alle internationalen und nationalen Spiele in Zusammenarbeit mit den internationalen Instanzen organisieren.
- Alle Vorbereitungskurse und/oder Konferenzen zur Weiterentwicklung des Rugby in der Schweiz organisieren.

Der S.R.V. muss:

- Die Delegiertenversammlung organisieren.
- Über jede Änderung der Statuten und der Reglemente abstimmen lassen.
- Die Informationen betreffend das Geschehen des S.R.V. durch ein Medium publizieren.
- Die Qualität der Rugbyschulung und die Einhaltung deren Regeln kontrollieren.

- Den in Schwierigkeiten geratenen Mitgliedern helfen.

Artikel 2^{bis} Ethik

2^{bis} -1 Der S.R.V. setzt sich für einen gesunden, respektvollen, fairen und erfolgreichen Sport ein. Er lebt diese Werte des Fair-Play vor, indem er - sowie seine Organe und Mitglieder - dem Gegenüber mit Respekt begegnet, transparent handelt und kommuniziert. Der S.R.V. anerkennt die aktuelle «Ethik-Charta» des Schweizer Sports und verbreitet deren Prinzipien in seinen Mitgliedervereinen.

2^{bis} -2 Der S.R.V. respektiert und lebt die Werte des Rugby, welche durch WORLD RUGBY erstellt wurden.

2^{bis} -3 Doping widerspricht den fundamentalen Prinzipien des Sports sowie der medizinischen Ethik und stellt ein Gesundheitsrisiko dar. Aus diesen Gründen ist es verboten. Der S.R.V. und seine Mitglieder unterstehen dem Doping-Statut von Swiss Olympic (nachfolgend: Doping-Statut) und dessen Ausführungsbestimmungen. Als Doping gilt jede Verletzung der Artikel 2.1 – 2.10 des Doping-Statuts.

2^{bis} -4 Für die Beurteilung von Verstößen gegen die anwendbaren Anti-Doping-Bestimmungen ist die Disziplinarkammer für Dopingfälle von Swiss Olympic (nachfolgend Disziplinarkammer) zuständig. Diese wendet ihre Verfahrensvorschriften an und spricht die im Doping-Statut bzw. im Reglement des allenfalls zuständigen Internationalen Verbandes festgelegten Sanktionen aus. Gegen die Entscheide der Disziplinarkammer kann unter Ausschluss der staatlichen Gerichte an das Tribunal Arbitral du Sport (TAS) in Lausanne rekurriert werden.

Artikel 3

3-1 Die Statuten des S.R.V. entsprechen den Normen der internationalen Dachverbände. (WORLD RUGBY / RUGBY EUROPE)

3-2 Jedes S.R.V. Mitglied muss sich jederzeit nach diesen Statuten richten.

3-3 Die Statuten der Clubs und Verbände müssen sich nach den Statuten des S.R.V. richten (s. Art. 3-1)

- 3-4 Die Mitglieder des S.R.V. verpflichten sich, nur mit Organisationen sportliche Verbindung abzuschliessen, die vorher von dem S.R.V. genehmigt worden sind.

Artikel 4

- 4-1 Der S.R.V. klärt jegliche Meinungsverschiedenheit betreffend der S.R.V - Mitgliedseigenschaft oder der Anwendung der Rechte und Pflichten, die aus den Statuten oder den Reglementen hervorgehen.

Der S.R.V. delegiert diese Kompetenz dem Zentralvorstand (in der Folge Z.V. genannt) durch die Delegiertenversammlung (in der Folge D.V. genannt) und der Ernennung des Z.V.

- 4-2 Der Z.V kann gegenüber den Verbänden, Klubs, Spielern, Management, Trainern oder Klubverantwortlichen jeden Entscheid treffen.
- 4-3 Gegen einen Entscheid des Z.V. kann gemäss dem Verfahren des Rekurses gegen eine Disziplinaentscheidung (s. Wettbewerbs-Reglement), Rekurs erhoben werden.
- 4-4 Im Falle eines Weiterzuges ist die D.V die höchste Instanz.
- 4-5 Der Artikel 75 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches bleibt vorbehalten.

Artikel 4^{bis} Haftung

- 4^{bis}-1 Der S.R.V. haftet nur mit dem eigenen Vermögen.
- 4^{bis}-2 Der S.R.V. haftet nicht für Unfälle, Sachschäden und Haftpflichtansprüche, die im Zusammenhang mit der Benutzung von Dienstleistungen und der Teilnahme an Aktivitäten des S.R.V. durch die Mitglieder oder Dritte entstehen. Diese haben sich entsprechend selber zu versichern.

Kapitel 2

Organisation

Artikel 5

Die D.V. delegiert dem Z.V. die Organisation des S.R.V.

Der Z.V. bestimmt die Betriebsabläufe der verschiedenen Kommissionen und die Reglemente.

Artikel 6

- 6-1 Jeder von der D.V. angenommene Verband und Klub mit Sitz in der Schweiz ist Mitglied des S.R.V.
- 6-2 Ausnahmen können für grenznahe Klubs unter Vorbehalt einer Zustimmung durch die D.V. (s. Art. 8-I) in Betracht gezogen werden.
- 6-3 Eine Kopie der Statuten der Verbände und Klubs muss beim S.R.V.-Sekretariat hinterlegt sein.
- 6-4 Die Verbände und Klubs schicken dem S.R.V eine vom Versammlungspräsidenten unterschriebene Kopie ihrer jeweiligen Generalversammlungs-Protokolle.
- 6-5 Es gibt 4 regionale Verbände (s. Art. 19^{ter} des Reglements).

Artikel 7

- 7-1 Die Anträge um eine Mitgliedschaft müssen beim Sekretariat des S.R.V. vorgelegt werden und werden nach Zustimmung des Zentralvorstandes im offiziellen Organ publiziert.

- 7-2 Jeder Club, der den Antrag für eine Mitgliedschaft stellt, muss eine offizielle Bestätigung, dass er über ein Spielfeld verfügt, vorweisen. Dieses Spielfeld muss durch den S.R.V. anerkannt sein.
- 7-3 Die D.V. entscheidet in letzter Instanz über die Mitgliedschaft eines Klubs oder eines Verbands. Das Sekretariat hält dafür den Mitgliedern des S.R.V. eine Kopie der Statuten des Klubs oder Verbands zur Einsicht bereit.
- 7-4 Jedes Mitglied des S.R.V. kann, spätestens 1 Monat vor der Delegiertenversammlung, gegen die Aufnahme eines neuen Mitglieds Einspruch erheben.
Dieser Einspruch muss schriftlich beim Sekretariat des S.R.V. erfolgen, mit der genauen Begründung, welche zu diesem Schritt geführt hat.
Der Z.V. kann der Delegiertenversammlung eine Empfehlung abgeben.
- 7-5 Das Sekretariat des S.R.V. veröffentlicht den Entscheid der D.V. in der betreffenden Versammlung folgenden Woche.
- 7-6 Der Name eines neuen Klubs darf nicht zu Verwirrung führen mit einem bereits bestehenden Klub.
Bei Streitigkeiten entscheidet der Der Z.V. Die Namensänderung oder Neubenennung eines bestehenden Klubs unterliegt der gleichen Regel.

Artikel 8

- 8-1 Die Verbände und die Klubs müssen den Aufgeboten des S.R.V. und dessen Z.V. Folge leisten.
- 8-2 Spieler und Klubverantwortliche, die von den Organen des S.R.V. aufgeboten werden, müssen den Aufgeboten Folge leisten, ansonsten ist mit Strafmassnahmen zu rechnen.
- 8-3 Um seinen Klub oder seinen Verband ordentlich vertreten zu können, muss ein Klubverantwortlicher im Besitz einer Klubverantwortlichen-Lizenz sein. Steht kein Klubverantwortlicher zur Verfügung, braucht es eine schriftliche Bestätigung des Club/Verbandspräsidenten, dass die delegierte Person über eine Lizenz der S.R.V. verfügt und seinen Klub/ Verband vertreten darf.
- 8-4 Jede Lizenz ist persönlich und nicht übertragbar. Sie muss jede Saison erneuert werden.

8-5 Die Z.V.- Mitglieder müssen im Besitz einer Lizenz für Verbandsverantwortliche sein.

Artikel 9

Die Mitgliedschaft wird beendet durch:

- Rücktritt.
- Auflösung des Verbands oder Klubs.
- Ausschluss.

Artikel 10

Die D.V. kann ein Mitglied in folgenden Fällen aus dem S.R.V. ausschliessen:

- Verletzung von Vorschriften oder von obligatorischen Beschlüssen.
- Schwere Verstöße gegen den Verhaltenskodex und gegen die sportlichen Regeln.
- Der Ausschluss eines Mitglieds kann nur mit einer $\frac{3}{4}$ Stimmenmehrheit der D.V. beschlossen werden.
- Der Ausschluss kann nur mittels schriftlichem Antrag erfolgen, welcher an den Z.V. zu richten und zu dokumentieren und begründen ist. Der Z.V. teilt diese Informationen allen Mitgliedern mindestens einen Monat vor der D.V. mit.
- Einzig die D.V. ist in der Sache zuständig.

Artikel 11

11-1 Die Organe des S.R.V. sind:

- Die Delegiertenversammlung (D.V.)
- Der Zentralvorstand (Z.V.)
- Die Kommissionen

Der Z.V. kann sich in reduzierter Form zusammentreten (S. Art 20 dieser Statuten)

11-2 Alle Organe des S.R.V. müssen einen Jahresbericht erstellen, der ihre Aktivitäten zusammenfasst. Diese Berichte müssen der D.V. vorgestellt und von dieser genehmigt werden.

Die Berichte müssen einen Monat vor der D.V. an alle Mitglieder verschickt werden.

Artikel 12

12-1 Die D.V. setzt sich zusammen aus je einem Vertreter pro Klub oder Verband.

12-2 Jeder Klub und Verband hat Anrecht auf eine Stimme.

12-3 Klubs, die ihren finanziellen Verpflichtungen gegenüber der S.R.V nicht vollständig nachgekommen sind, dürfen nicht an den Beratungen und Abstimmungen teilnehmen.

12-4 Jeder Klub- oder Verbandsdelegierte muss sich an Art. 8-3 dieser Statuten halten.

Artikel 13

13-1 Der Z.V. beruft die D.V. mindestens 45 Tage im Voraus ein. Die Einberufung erfolgt durch die offiziellen Kommunikationsorgane des S.R.V.

13-2 Jedes an der D.V. traktandierte Thema muss dem Z.V. 30 Tage vor der DV unterbreitet werden, so dass diese den Klubs und Verbänden mitgeteilt werden können.

13-3 Die Traktandenliste der D.V. wird 15 Tage vor der D.V. mitgeteilt.

13-4 Eine ausserordentliche D.V. kann durch den Z.V. einberufen werden.

1/5 der Mitglieder kann vom Z.V. verlangen, dass eine ausserordentliche D.V. einberufen wird.

Der Grund dieser Einberufung muss schriftlich mitgeteilt und dem Z.V. zwecks Einhaltung des Art. 13-2 mindestens 40 Tage vorher vorgelegt werden.

- 13-5 Im Fall von spezifischen und ausserordentlichen Problemen, welche dringlichen Charakter haben, kann der Z.V. eine ausserordentliche D.V. einberufen als sog. „ao. elektronische D.V.“. Die erklärte Dringlichkeit verpflichtet die so einberufene D.V., innerhalb von 48 Stunden nach der Fragestellung zu antworten, und den Z.V., die Resultate innerhalb von 48 Stunden nach Beschlussfassung im offiziellen Organ des S.R.V. zu publizieren.

Artikel 14

- 14.1 Der Präsident des S.R.V., oder bei dessen Abwesenheit einer seiner Vize-Präsidenten, führt die Sitzungen der D.V.
- 14.2 Im Falle der Abwesenheit des Präsidenten und der Vize-Präsidenten, müssen die Delegierten einen Tagespräsidenten wählen. Dieser Präsident wird mit einer Mehrheit von $\frac{3}{4}$ der Stimmen gewählt.
- 14.3 Der Präsident erhält kein Stimmrecht, entscheidet aber im Falle von Stimmgleichheit.

Kapitel 3

Delegiertenversammlung

Artikel 15

15-1 Die Delegiertenversammlung ist das oberste Organ des Verbands.

Sie ist zuständig für:

- die Genehmigung des Protokolls der letzten Versammlung;
- die Genehmigung der Jahresberichte des Z.V., der anderen Organe und Kommissionen, die Jahresrechnung des Verbands und die Erteilung der Décharge für die Verantwortlichen.

Die Wahl:

- des Zentralpräsidenten
 - des Kassiers
 - des (oder der) General Sekretärs (in)
 - der anderen Mitglieder des Z.V.
-
- den Beschluss von Statutenänderungen;
 - den Beschluss von Änderungen der Aufteilung der Spielklassen;
 - den Mitgliedern und Organen verbindliche Anweisungen zu erteilen;
 - die definitive Aufnahme neuer Mitglieder;
 - das Ausschliessen von Mitgliedern;
 - das Ernennen von Ehrenmitgliedern und Ehrenpräsidenten;
 - die Verwaltungsreglemente der Organe und internen Kommissionen zu genehmigen;
 - das für das neue Jahr veranschlagte Budget genehmigen.

15-2 Die Vorschläge zu den Ernennungen gem. obenstehendem Absatz 15-1, müssen spätestens 3 Wochen vor der Delegiertenversammlung dem Z.V. vorliegen.

15-3 Die Mitglieder des Zentralvorstands werden durch die D.V. für eine Dauer von drei (3) Jahren gewählt.

- Jedes Jahr werden die Stellen derjenigen Mitglieder, deren Mandate auslaufen, von der D.V. neu besetzt.

- Im Falle des Rücktritts eines Mitglieds des Z.V. vor Ablauf seines Mandats wird sein Nachfolger von der D.V. für die restliche Laufzeit des Mandats seines Vorgängers gewählt.

15-4 Im Vakanzfall ernennt der Z.V., auf Vorschlag des D.K., einen Ersatz ad interim bis zur nächsten Delegiertenversammlung.

15-5 Sofern die Delegiertenversammlung nichts anderes bestimmt, treten die Beschlüsse jeweils auf Anfang der folgenden Saison in Kraft.

Artikel 16

16-1 Französisch ist die Referenzsprache des S.R.V., aber jeder Delegierte darf sich in einer der 4 Landessprachen oder in Englisch äussern. Der Sitzungspräsident sorgt für das korrekte Verständnis und Übersetzung der Äusserungen bei Wortmeldungen.

16-2 Das Protokoll wird allen Mitgliedern innerhalb 30 Tagen zugestellt und auf französisch verfasst. Sofern seitens von Mitgliedern verlangt, wird eine Übersetzung in die Landessprachen angefertigt, wobei der französische Text massgeblich ist.

16-3 Die Beschlüsse werden innerhalb 30 Tagen im offiziellen Kommunikationsorgan des S.R.V. publiziert.

Artikel 17

17-1 Jede korrekt bestellte Versammlung (Artikel 13 dieser Statuten) ist rechtmässig beschlussfähig.

17-2 Die Abstimmungen und Wahlen erfolgen durch Handerheben ausser die Mehrheit der Mitglieder verlangt eine namentliche oder eine geheime Wahl.

17-3 Eine $\frac{3}{4}$ Mehrheit ist in folgenden Fällen erforderlich:

- Statutenänderungen.
- Änderung des Meisterschaftsmodus
- Ausschluss eines Mitglieds
- Fusion oder Auflösung des S.R.V.
- S. Artikel I7-5

I7-4 Die anderen Beschlüsse werden in einfacher Mehrheit getroffen.

I7-5 Über ein Thema, das nicht auf der Traktandenliste steht, kann nicht beschlossen werden, ausser dies wird so von der D.V. mit einer $\frac{3}{4}$ Mehrheit verlangt.

Kapitel 4

Der Zentralvorstand

Artikel 18

18-1 Der ZV stellt sich zusammen aus:

- dem Präsidenten
- den Vizepräsidenten
- dem Sekretär
- dem Kassier
- den Kommissionspräsidenten
- den Präsidenten der Regionalverbände

18-2 Die Kommissionen sind:

- die technische Kommission.
- die Schiedsrichter Kommission.
- die Disziplinarkommission.
- die Rekurskommission.
- die Kommunikationskommission.

18-3 Die D.V. wählt die Mitglieder des ZV (Präsident, Vizepräsidenten, Kassier und Sekretär).

Die Z.V.-Mitglieder ernennen die Kommissionspräsidenten.

Alle Ämter sind kumulierbar ausser jenen des Präsidenten der Disziplinarkommission und des Präsidenten der Rekurskommission.

18-4 Der Z.V. muss aus einer Mehrheit von Schweizer Bürgern oder Aufenthaltstitularen mit einer C Bewilligung zusammengesetzt sein. Der S.R.V. - Präsident sollte Schweizer sein.

18-5 Der Z.V. wird vom Präsidenten oder von einem der Vizepräsidenten einberufen.

18-6 Der ZV kann nur dann rechtmässig beraten und beschliessen, wenn das Quorum von 5 Mitgliedern erreicht ist. Die Beschlüsse werden in einfacher Mehrheit gefasst. Im Falle eines Unentschieden entscheidet der Präsident.

Artikel 19

- 19-1 Der Z.V. führt und organisiert den S.R.V. Der Z.V. berichtet der D.V.
- 19-2 Der Z.V. delegiert den Kommissionen die im Absatz 17-2 (recte: 18-2) der vorliegenden Statuten bestimmten Aufgaben und Vorrechte, mit Ausnahme der Schiedsrichter Kommission (S. Art. 22 der gültigen Statuten).
- 19-3 Falls besondere Kompetenzen erforderlich sind, kann der Z.V. gewisse Aufgaben an zeitlich begrenzte Ad Hoc Kommissionen übertragen.
- 19-4 Der Z.V. muss:
- die Verbindungen zwischen dem S.R.V. und den Gremien des internationalen Rugby pflegen und garantieren
 - die Statuten und Reglemente der Verbände und Klubs gutheissen.
 - den Spielplan der Wettkämpfe erstellen (Meisterschaft / Cup usw.)
 - das Programm der Nationalmannschaften Kategorie Senioren, Frauen, Junioren und Cadet ausarbeiten (in Zusammenarbeit mit WORLD RUGBY und RUGBY EUROPE)
 - die Bücher des S.R.V. führen und diese an der DV vorlegen
 - das Budget des S.R.V. und der Nationalmannschaften erstellen
 - den finanziellen Fortbestand des S.R.V. mit Hilfe der Mitgliederbeiträge, aber auch durch die Suche nach anderen Finanzquellen sichern (Subventionen durch WORLD RUGBY, RUGBY EUROPE, Sponsoring und andere)
 - Finanzprobleme der Klubs untersuchen und versuchen, Lösungen zu finden
 - Tourneen, Stages, Freundschaftsspiele im In- und Ausland aller Mitglieder zu bewilligen

Der Z.V. kann diese nur im Falle höherer Gewalt rechtlich verbieten (Spielplan zum Beispiel) oder sollten sich Konflikte im Zusammenhang mit den Bedürfnissen der Nationalmannschaften ergeben.

- Entscheidungen treffen im Konfliktfall zwischen zwei oder mehreren Mitgliedern
- dafür sorgen, dass die Reglemente angewendet werden
- das Sekretariat des S.R.V. unterhalten
- für den guten administrativen Ablauf des S.R.V. sorgen (Versammlung/Vorstandssitzungen, Kommissionen).
- ein Pflichtenheft für die Aufgaben der Z.V.-Mitglieder und der Kommissionen erstellen.

- 19-5 Der Z.V. kann jeden Schritt zwecks Weiterentwicklung des Rugby in der Schweiz in Betracht ziehen, die Kontaktaufnahme mit Wirtschaftspartnern inbegriffen.
- 19-6 Der Z.V. verpflichtet sich gegenüber Dritten durch die kollektive Unterschrift zu zweien des Präsidenten oder eines Vize-Präsidenten und einem andern Mitglied des ZV.

Artikel 20

- 20-1 Der Z.V. kann Versammlungen abhalten in Form eines eingeschränkten ZV.
- 20-2 Der eingeschränkte Z.V. setzt sich aus Mitgliedern zusammen, deren Kompetenzen und Meinungen für eine dringende Entscheidung nötig sind. Dieser Vorstand kann nur mit dem Präsidenten und/oder mindestens zwei Vize-Präsidenten abgehalten werden. Dieser Vorstand lässt den restlichen ZV-Mitgliedern am darauf folgenden Tag ein Sitzungsprotokoll zukommen, die Regel des Artikels 18-6 wird angewendet, die Z.V.-Mitglieder haben 24 Stunden, um sich zu äussern.

Kapitel 5

Verwaltung und Kommissionen

Die Pflichtenhefte des Sekretärs und des Kassiers sind diesen Statuten angehängt.

Die Kommissionen:

Artikel 21

TECHNISCHE KOMMISSION

Die T.K. ist für alle technischen Bereiche des Rugbyunterrichts in der Schweiz verantwortlich. Die T.K. sorgt für den Aufbau sinnvoller und zusammenhängender Strukturen, die das Rugby harmonisieren, von den Rugbyschulen bis zur Nationalmannschaft.

Die TK berücksichtigt die internationalen Bestimmungen für alle Spielkategorien (Cadet, Junioren, Frauen, Senioren).

Die TK wird durch einen von der DV gewählten Vize-Präsidenten geführt.

21-1 Die T.K. delegiert an die TKR (TK-Rugbyschulen) die Organisation des Rugbyunterrichts im Schulmilieu für die Schulkinderkategorie in Verbindung mit den Kantonalen- oder Bundesbehörden (J&S, Kantonal-, Bundesverwaltung)

21-2 Die T.K. ist für die Nationalmannschaften aller Kategorien zuständig.
Der Z.V. kann diese Kompetenz einem für den Spitzensport verantwortlichen Vize-Präsidenten delegieren. Dieser berichtet dem Präsidenten und entlastet dadurch die T.K. vom Wettkampfszwang, damit sich diese sich vollumfänglich dem Unterricht und der Kontrolle der Weiterbildung widmen kann.

21-3 Die Nationaltrainer der folgenden Nationalmannschaften werden vom Z.V. ernannt: Senior, Espoir, Frauen

Die Trainer der Mannschaften der Kategorie Junioren, Cadet und andere werden auf Empfehlung der T.K. und der T.K.R. vom Z.V. ernannt.

- 21-4 Die T.K. sowie die T.K.R. berichten dem Z.V. und der D.V.
- 21-5 Die Budgets der T.K. (T.K.R.) werden dem Z.V. und der D.V. unterbreitet.
- 21-6 Das Budget der Nationalmannschaften muss unbedingt vom Z.V. bewilligt werden (Nationalmannschaften Senior, Espoir, Frauen, Junioren, Cadet).

Artikel 22

SCHIEDSRICHTER KOMMISSION

Die offiziellen Schiedsrichter ernennen ihren Präsidenten, der selber offizieller Schiedsrichter sein muss. Dieser ist rechtlich Mitglied des Z.V. Er kann nicht Präsident einer anderen Kommission sein.

Die Schiedsrichter Kommission hat ihr eigenes Reglement (S. Anhang)

- 22-1 die Schiedsrichter Kommission muss:
- einen Ausbildungsplan für Schiedsrichter erstellen
 - die Berufungen bei den jungen Schiedsrichtern fördern
 - die Weiterbildung der aktiven Schiedsrichter sichern
 - Aus- und Weiterbildungskurse organisieren
 - ihr Budget bestimmen und ihre Finanzen mit der Kasse des S.R.V. organisieren.
- 22-2 Die Schiedsrichter Kommission bestimmt die Schiedsrichter für alle Spiele. Klubs, die einen offiziellen Schiedsrichter stellen, werden bei der Ernennung von offiziellen Schiedsrichtern an ihren Spielen bevorzugt.
- 22-3 Die Kommission erstellt für jede Saison eine Klassifizierung der Schiedsrichter und ernennt diejenigen unter ihnen, die im Einverständnis mit dem Z.V. des S.R.V. an den Weiterbildungslagern von RUGBY EUROPE teilnehmen können

Artikel 23

DISZIPLINAR KOMMISSION (D.K.)

Der Z.V. ernennt den Präsidenten der DK

Die D.K. besteht aus 3 Mitgliedern und organisiert sich gemäss dem eigenen Reglement (S. Anhang).

- 23-1 Die D.K. fällt ihre Entscheide auf Grund der Schiedsrichterrapporte.
- 23-2 Die D.K. stützt sich auf das für das Schweizer Rugby geltende Spiel- und Wettbewerbsreglement. Diese Reglemente sind dem landeseigenen Spielniveau angepasst, dürfen jedoch nicht gegen die internationalen (WORLD RUGBY, RUGBY EUROPE) Reglemente verstossen.
- 23-3 Die anwendbaren Bestrafungen sind in den oben erwähnten Reglementen vorgesehen und können von der Verwarnung bis zur lebenslänglichen Sperrung gehen.
- 23-4 Gegen jede Entscheidung der D.K. kann Rekurs erhoben werden (s. Rekurskommission Art. 24 dieser Statuten).
- 23-5 Widerhandlungen gegen die Statuten sind Sache des Z.V., die diese der D.V. zur Entscheidung unterbreitet (S. Kapitel 2 Art. 5 bis 17).

Artikel 24

REKURSKOMMISSION

Der Z.V. ernennt den Präsidenten der R.K., der sich gemäss eigenem Reglement organisiert.

Der Präsident dieser Kommission und dessen Mitglieder müssen Garantien von Unabhängigkeit und Objektivität vorweisen, indem sie keine anderen offiziellen Funktionen innerhalb des S.R.V. oder eines ihrer Mitglieder (Klubs, Verbände) innehalten.

- 24-1 Die Rekursfrist beträgt drei Arbeitstage. Die Gültigkeit eines Rekurses ist von der Hinterlegung eines Depots in Höhe von CHF 100.- beim Sekretariat des S.R.V.

oder direkt bei der R.K. innerhalb der gleichen Frist abhängig. Ein Rekurs kann nur schriftlich erfolgen und muss direkt an die R.K. adressiert sein.

- 24-2 Die Rekursverfahren müssen genauestens verfolgt werden (S. Wettbewerbsreglemente).
- 24-3 Die R.K. muss ihre Urteile gemäss den genannten Reglementen und Verfahren fällen.
- 24-4 Sollte die R.K. zusätzliche Informationen benötigen um Art. 23.3 anzuwenden, kann sie innerhalb einer Frist, die den Ablauf der Wettbewerbe weder verspätet noch verfälscht eine Sitzung mit den Beteiligten am Sitz des S.R.V. einberufen.

Die betroffenen Parteien können ebenfalls schriftlich eine solche Sitzung beim Präsidenten der RK verlangen, mit Kopie an das Sekretariat des S.R.V. zwecks Organisation (idem 24-4).

- 24-4 Der Z.V. kann eingreifen, falls die Unabhängigkeit der R.K. nicht mehr garantiert scheint.

Artikel 25

KOMMUNIKATIONSKOMMISSION

Der Z.V. setzt eine Kommunikationskommission mit einem Präsidenten, möglichst einem Spezialisten dieser Branche, ein.

Der Präsident erstellt die bestmöglichen Strukturen zwecks Kommunikation mit den Medien und mit Bezug auf das Ereignis, (Meisterschaft, Cup, internationale Spiele).

Der Präsident dieser Kommission berichtet direkt dem Z.V. und unterbreitet diesem ein Ausgaben- und Einnahmenbudget.

In Zusammenarbeit mit dem Sekretariat sorgt der Präsident dieser Kommission für die rasche Verbreitung der Resultate auf nationaler Ebene.

Kapitel 6

Schlussbestimmungen

Artikel 26

Im Falle von Textabweichungen in den Statuten, Reglementen oder Verordnungen, ist der französische Text massgebend.

Diese Statuten wurden an der DV vom 23. Juni 2018 genehmigt.